

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Rapport d'évaluation

Licence professionnelle Lancements de nouveaux produits

Université de Lorraine

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 14/06/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2016-2017

sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ(s) de formations : Droit, économie, gestion

Établissement déposant : Université de Lorraine

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Présentation de la formation

La licence professionnelle *Commerce, Lancements de nouveaux produits* est une formation en sciences de gestion. Elle est offerte par l'Institut universitaire de technologie (IUT) Hubert Curien d'Epinal de l'Université de Lorraine (UL) et est organisée à travers deux parcours, le parcours dit classique : *Lancement des nouveaux produits* (LNP), qui existe depuis 2005, et le parcours *Lancement des nouveaux produits en agroéquipements* (LNPAE), ouvert en septembre 2011 et situé sur le site de Vesoul.

La licence recrute principalement des étudiants de sections de techniciens supérieurs (STS) et des Diplômés universitaires de technologie (DUT) avec, respectivement, 21 et 9 étudiants sur un total de 33 étudiants en 2014 qui préparent le diplôme principalement en formation initiale (avec 15 étudiants en 2014 et 24 en 2015) et en apprentissage (15 et 9 étudiants pour les mêmes années, respectivement, sur un total de 33 et 37 étudiants).

La licence professionnelle (LP) suit comme objectif principal la formation des étudiants dans le domaine du marketing de l'innovation partant des constats établis par de nombreux travaux qui mettent l'accent sur l'importance primordiale de la fonction marketing dans la réussite de la commercialisation de nouveaux produits. Les étudiants sont alors formés pour exercer des métiers tels que chargé de clientèle, gestionnaire de gamme, responsable de développement produit, mais aussi chef de produit ou responsable de secteur. Cette formation peut être suivie en contrat de professionnalisation, en formation continue ou en formation initiale.

En partenariat avec lycée professionnel agricole de Vesoul (le Centre de formation des apprentis - CFA agricole de Vesoul), le nouveau parcours LNPAE vient compléter cette orientation dans le domaine plus spécifique des équipements et matériels agricoles et d'espaces verts. Parallèlement aux modalités citées ci-dessus, ce parcours peut être suivi aussi en contrat d'apprentissage. Les deux parcours sont organisés et gérés par la même équipe pédagogique, le même jury et le même comité de perfectionnement.

Analyse

Objectifs

La LP *Lancements de nouveaux produits*, parcours classique ou parcours agroéquipements, semble bénéficier d'un environnement non concurrentiel au niveau national tout en répondant à un réel besoin sur le marché de l'emploi. Les deux parcours offrent une formation en adéquation avec les objectifs d'insertion professionnelle dans les secteurs sous-jacents avec des compétences qui permettent aux diplômés de prendre en charge les phases de préparation du lancement de nouveaux produits, mais aussi celles du lancement opérationnel et du début du cycle de vie du produit. La nature de l'insertion effective des diplômés traduit une adéquation de la formation à ses objectifs même si, comme le dossier lui-même le souligne, les compétences offertes peuvent être aussi orientées au-delà de la phase de lancement d'une part, et d'autre part, vers plus de perspective à l'international.

En effet, l'autoévaluation indique que les enseignements se concentrent quasi-exclusivement sur la première phase préparatoire de lancement du produit alors que le référentiel d'emploi sur lequel se base la formation (dans la fiche du répertoire national des certifications professionnelles - RNCP) indique clairement que l'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de prendre en charge l'ensemble des opérations relatives à la phase de lancement incluant le lancement opérationnel et les premières étapes du cycle de vie du produit.

Organisation

Depuis 2011, le cursus est structuré autour de deux parcours, un parcours classique (généraliste) et un parcours orienté agroéquipements (équipements et matériels agricoles et d'espaces verts), qui utilisent un même tronc commun. Une orientation plus spécifique pour le LNPEA à travers les unités d'enseignement (UE) trois à cinq s'effectue avec des applications liées à l'agroéquipement. Les UE 0, 1 et 2 (remise à niveau, management, compétences techniques et organisationnelles) sont dispensées à l'IUT d'Epinal, l'UE 3 (lancement de nouveaux produits) est suivie à Epinal pour le parcours « classique » et au lycée agricole pour le parcours LNPAE. L'UE 4 (projet tuteuré) est effectuée pour les deux parcours à Epinal.

La formation réunit les étudiants en alternance et ceux qui sont en formation continue en imposant les mêmes contraintes pédagogiques et administratives (cours, examens, jurys, comité de perfectionnement) sont organisés de façon commune) ; les cours ayant lieu les lundis, mardis et les premiers mercredis du mois. Le reste du temps de formation est consacré aux activités en entreprise sous forme de stage ou contrat de professionnalisation. Pour les contrats d'apprentissage en parcours LNPAE, le rythme d'alternance est organisé en deux semaines de cours, suivies par deux semaines en entreprise.

Le parcours LNPAE bénéficie d'un partenariat avec le lycée agricole de Vesoul et d'un nombre important d'intervenants extérieurs-professionnels. Ceci constitue visiblement un atout pour ce parcours tant en ce qui concerne l'orientation des stages que le recrutement possible des diplômés par la suite. Même si l'accent est davantage mis sur la formation en amont des étudiants à travers les cours qui portent sur la préparation et la conception des activités d'innovation et la veille en opportunités d'innovation plus que sur le suivi et la suite des stratégies d'innovation, la formation traduit un réel souci de transmettre aux étudiants les bases d'une approche pertinente en conception et en marketing de nouveaux produits et semble organisée de façon relativement cohérente dans cet objectif dans ses deux versions.

Positionnement dans l'environnement

La formation, en tant que LP, n'est pas structurellement liée à un environnement académique type recherche ou international. Par contre, elle s'inscrit bien dans la pratique professionnelle à travers ses collaborations avec le monde professionnel surtout en ce qui concerne le parcours agroéquipements notamment avec l'intervention de professionnels. Toutefois, ces liens ne sont explicités qu'à travers la seule mention des entreprises qui afficheraient leur soutien à la licence ou la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) 88, la Région Lorraine et le monde politique local. On pourrait penser que le parcours LNPAE bénéficie des conventions de partenariat qui existent entre le lycée agricole et des constructeurs ou revendeurs d'agroéquipements.

Aussi, le parcours *Agroéquipements* apparaît fondé quasi-exclusivement sur les partenariats entre le monde professionnel et l'université alors que le parcours généraliste semble, hors stage, plus fermé en se déroulant à l'IUT d'Epinal.

Il est mentionné qu'il n'y a pas de véritable concurrence au niveau national et que le taux d'insertion reste élevé, ce qui dénote une certaine performance de la formation par rapport à l'adéquation de son organisation aux objectifs annoncés. Le questionnement entre les possibles collaborations entre plusieurs licences du site pourrait se poser dans la mesure où certaines LP (comme le commerce international agroalimentaire, la commercialisation de produits et services financiers, le management international et le marketing opérationnel) pourraient bénéficier de compétences communes.

Equipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée de 5 Maîtres de conférence (MCF), 6 Professeurs certifiés (PRCE), 2 Professeurs agrégés (PRAG), 2 Enseignants-chercheurs associés (PAST), 1 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), 11 vacataires extérieurs, 1 doctorant contractuel, et de 5 intervenants du lycée agricole de Vesoul et de 7 professionnels extérieurs en ce qui concerne le parcours *Agroéquipement*. Les enseignants-chercheurs assurent 34 % du volume horaire, les enseignants 30 %, les PAST 10 % et les professionnels extérieurs 26 %. Cette répartition équilibrée des enseignements permet de faire intervenir une variété d'intervenants selon les domaines de compétences spécifiques associés à la formation mais pourrait poser en même temps la question de la cohérence de la coordination et de la gestion des deux parcours liés au diplôme. L'équipe de formation est sous la direction d'un MCF pour le parcours classique et d'un MCF et d'un Professeur de lycée professionnel agricole de Vesoul pour le parcours *Agroéquipement*. L'équipe de formation fait intervenir toutes les parties prenantes, y compris deux étudiants (un par parcours) et se réunit deux fois par an, elle suit l'évolution de la formation et l'accomplissement des objectifs variés associés à la formation.

Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études

L'absence de concurrence sur le plan national permet à la formation d'attirer de nombreux candidats (240 dossiers par an) et de pouvoir en sélectionner un petit nombre (une trentaine), ce qui correspond à un taux de pression élevé de 8). La majorité (90-95 %) vient des formations du type Diplôme universitaire de technologie (DUT *Techniques de commercialisation, Gestion des entreprises et administrations*, notamment), Brevet de technicien supérieur (BTS *Management, Négociation, Technico-commercial* et à autres à vocation commerciale, *Agroéquipements, Génie des équipements, Aménagements, Gestion forestière*) des dossiers, semble-t-il, assez satisfaisants. La moitié des recrues est d'origine régionale et l'autre moitié nationale, avec peu de mouvements entrants internationaux.

L'apprentissage (11/35 en 2013 et 15/33 en 2014) et la formation initiale (16 en 2013 et 15 en 2014) forment les deux modalités principales de préparation du diplôme tandis que peu de contrats de professionnalisation (6 en 2013 et 1 en 2014) ou de validation des acquis de l'expérience (VAE) (1 en 2013) sont enregistrés.

Le taux de réussite est assez élevé (le taux moyen sur 2011-2014 est de 98,25 %). Sur les quatre dernières promotions, seuls deux échecs sont intervenus, lors de la promotion 2014 (28 admis sur 30 présents aux examens). Le taux de présence des inscrits aux examens est, sur cette même période, de 95,60 % (130/136), en baisse sur la dernière période (90,90 %) sans que cela soit suffisamment significatif pour apparaître comme une caractéristique nouvelle et inquiétante de cette formation.

Le taux d'insertion professionnelle varie entre 93 et 88 % sur 2011/2012, portant surtout sur les métiers liés à la relation commerciale et technico-commerciale selon l'enquête de l'Observatoire de la vie universitaire (OVU) fournie. Les emplois occupés sont conformes aux attentes de la LP, 11,60 % des employés occupent un emploi de cadre, 58,10 % sont dans des emplois intermédiaires et 30,20 % dans la catégorie employé/ouvrier (données à 18 mois sur les promotions 2009 à 2012). Toutefois, sur 2011/2012, la part d'emploi ouvrier/employé augmente (de 29 à 47 %) aux dépens de l'emploi de cadres, qui baisse de 14 % à 0 %.

Le taux de poursuite d'études est élevé (de 33 % en 2013, 35 % en 2011 et 29 % en 2012). Ce problème peut être dû, en partie, aux caractéristiques du parcours généraliste qui constitue un atout en termes de polyvalence mais aussi, une faiblesse en termes d'insertion professionnelle rapide après l'obtention du diplôme.

Place de la recherche

Bien que les enseignants-chercheurs de l'établissement impliqués dans la formation (plus d'un tiers du volume horaire global et la gestion/la responsabilité du cursus sont assurés par eux) appartiennent au Centre Européen de la Recherche en Economie Financière et Gestion des Entreprises (le laboratoire CEREFIGE), la formation ne s'inscrit pas dans un objectif recherche ni en termes de la structure et l'organisation de son environnement, ni en termes de la stratégie de développement. C'est une caractéristique très fréquente dans les LP au niveau national qui devraient donner plus d'assise scientifique en augmentant la contribution des enseignants-chercheurs, mais aussi permettre à certains domaines de la recherche universitaire d'accéder à des terrains de recherche par le biais de ces formations. Il serait ainsi utile dans cette formation de mieux mettre en synergie recherche et professionnalisation.

Place de la professionnalisation

Le dossier d'autoévaluation mentionne un bon niveau de participation. Les partenariats avec la CCI 88, la Région Lorraine et le monde politique local, augmentés du réseau du lycée agricole et des entreprises partenaires. Les activités du type « rencontre avec les entreprises » ou des séances de techniques de recherche d'emplois/stages ou accompagnement des étudiants à des salons professionnels renforcent les engagements liés à la professionnalisation tant au niveau de la formation de base qu'en ce qui concerne l'insertion et la prise de contact sur le terrain des étudiants. Le contrat de professionnalisation comme modalité de préparation du diplôme reste très marginal, mais l'apprentissage (en parcours *Agroéquipement*) et la formation initiale constituant les deux grandes modalités dominantes.

La fiche RNCP décline nombre de compétences professionnelles que doivent acquérir les étudiants. La plupart de ces compétences se retrouvent dans les enseignements réalisés au sein de la formation. Par contre, la fiche RNCP mentionne la prise en charge des aspects internationaux qui ne sont pas directement visibles dans les enseignements. Inversement, la spécificité de la formation (le lancement de nouveaux produits) n'est finalement que peu présente dans la fiche RNCP qui devrait être développée en ce sens.

Place des projets et des stages

La formation se fonde sur une organisation classique des LP avec une partie en projet tuteuré (étude d'une problématique liée au lancement de nouveaux produits, encadrée par un enseignant et un professionnel et comprenant une partie théorique et une partie d'analyse sur cas pratique) qui est de 120 heures de travail-étudiant et de quelques heures d'accompagnement méthodologiques, débouchant sur une soutenance devant un jury constitué d'enseignants universitaires et de professionnels. Dans le parcours *Agroéquipement*, cela est accompagné de visites en entreprise.

Le stage est de 80 jours minimum dans le parcours classique et bénéficie d'un soutien continu de l'enseignant en charge des stages qui est un Professeur associé (PAST), qui est un professionnel très impliqué dans le tissu économique local.

| |
|---|
| <p>Le stage est effectué sous le suivi d'un tuteur universitaire et d'un maître de stage en entreprise et se conclue par une soutenance de rapport de stage devant jury.</p> <p>Dans le parcours <i>Agroéquipements</i>, le contrat d'apprentissage remplace le stage. Dans les deux cas, il y a un accompagnement régulier et soutenu en lien avec des compétences des parties prenantes professionnelles à la formation.</p> <p>Le dossier met aussi en avant l'appui du service d'orientation et d'insertion professionnelle de l'Université de Lorraine mais ne précise pas la nature de cet appui. Enfin, un forum permettant de réunir étudiants et professionnels est organisé chaque année.</p> |
| Place de l'international |
| <p>La formation bénéficie d'un partenariat (double diplôme, diplômes conjoints) avec l'Université de Dalarna (Suède) et l'Université d'Ostrava (République Tchèque). La formation d'anglais (20 heures de travaux dirigés - TD) et des études de documents en anglais font partie de l'apprentissage en langues.</p> <p>Toutefois, le nombre d'étudiants entrants/sortants (4 étudiants sur les quatre dernières années) et le nombre d'étudiants étrangers hors Erasmus (2 en 2014) restent faibles.</p> <p>A cela s'ajoute le fait que les entreprises partenaires sont du niveau local et avec une activité plutôt à caractère national, ce qui limite l'ouverture à l'international des stages. En effet, les retours d'expérience montrent que la formation étant tournée vers le marché régional avec des entreprises peu orientées vers l'international, les expériences à l'étranger ne constituent pas une plus-value significative pour les étudiants une fois sur le marché du travail. De plus, les professionnels semblent privilégier le recrutement des diplômés ayant effectué leur formation sur le marché national.</p> |
| Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite |
| <p>La licence recrute pour l'essentiel des diplômés de DUT et BTS ; Les effectifs sont stables sur les quatre dernières années (variant entre 36 et 32).</p> <p>Quatre étudiants ont suivi la licence en formation continue sur les trois dernières promotions et ont bénéficié de modules d'enseignement particuliers, adaptés, leur permettant de se remettre à niveau dans les matières statistiques, marketing et en anglais. Une étudiante a obtenu son diplôme en VAE.</p> <p>La formation propose, de façon traditionnelle, un module de remise à niveau mais le dossier ne précise pas s'il y a lieu ou non d'envisager un accompagnement plus renforcé dans certaines matières fondamentales à la formation (comme le marketing et l'analyse et la stratégie de marché) surtout pour des étudiants de provenance diverses.</p> |
| Modalités d'enseignement et place du numérique |
| <p>Le dispositif du certificat informatique et internet (C2i) est proposé par l'université à titre complémentaire mais seulement sur la base du volontariat. Des pratiques pédagogiques innovantes sont cependant utilisées comme la classe inversée, ou des jeux d'entreprise, et des modules dédiés à la maîtrise des outils numériques (comme l'analyse approfondie des données) sont dispensés. Une plateforme numérique d'enseignement prolonge l'enseignement présentiel, mais le dossier ne fournit pas de plus amples développements sur ces questions. Il serait souhaitable qu'une réflexion puisse être menée dans l'avenir en vue d'évaluer les possibilités d'intégrer de nouvelles modalités d'enseignement mobilisant davantage de ressources et techniques liées au numérique, notamment dans une perspective d'une internationalisation de la LP.</p> |
| Evaluation des étudiants |
| <p>L'évaluation des étudiants est commune aux parcours et prend la forme d'examens écrits et de soutenances devant jurys avec les règles de délivrance de diplôme de standards nationaux. Une moyenne générale sur l'ensemble des matières enseignées et mais aussi, sur l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage (UE 5 et UE 6) est requise. Les notes acquises au-dessus de la moyenne sont capitalisables conformément au système de crédits européens.</p> <p>Les procédures d'évaluation semblent conformes aux exigences nationales et internationales. La constitution, le rôle et les modalités de réunion des jurys d'examen sont conformes aux pratiques généralisées dans les LP et ne semblent souffrir d'aucune ambiguïté.</p> |
| Suivi de l'acquisition de compétences |
| <p>Les procédures de suivi d'acquisition de compétences comme le livret étudiant ou le portefeuille de compétences ne sont pas décrits. Ces éléments, s'ils ne sont pas déjà mis en place, devraient l'être. Le supplément au diplôme n'est pas non plus présenté.</p> |

Suivi des diplômés

De nombreuses informations sont proposées, à partir des enquêtes de l'Observatoire de la vie universitaire (OVU), sur le devenir des diplômés au travers de données collectées sur le taux et le type d'insertion, le détail des emplois occupés, le taux de poursuite d'études. Toutefois, comme le compte rendu du conseil de perfectionnement le souligne ; il n'existe aucun dispositif interne au département qui fournirait des informations régulières sur le suivi des diplômés. Une collecte en interne qui existait auparavant a disparu, jugée inefficace. Une nouvelle initiative est mentionnée mais le dossier d'autoévaluation n'indique rien de plus concret sur cette question. Or, tant en ce qui concerne l'attractivité de la formation et la diffusion des informations auprès des futurs candidats qu'en ce qui concerne la constitution d'un réseau des anciens, en lien avec les entreprises et les métiers auprès desquels les anciens diplômés auraient fait évoluer leur parcours professionnel, une plus grande volonté pour la mise en place de modalités spécifiques et soutenues par l'équipe de pilotage serait utile.

Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation

Le conseil de perfectionnement, présidé par un intervenant professionnel, est composé des universitaires, des intervenants professionnels et des représentants des anciens étudiants. Réuni une fois dans l'année, il est commun aux deux parcours. Le compte rendu du conseil réuni le 22 janvier 2016, joint au dossier, précise les missions du conseil qui consistent à apprécier l'évolution de la licence par rapport à ses objectifs et identifier les améliorations possibles. Dans cette perspective, le conseil utilise des enquêtes qualitatives réalisées auprès des étudiants en collectant leur évaluation sur la formation. Des points d'amélioration sont ainsi pointés par le compte rendu : encadrement accru des projets tuteurés, une augmentation des cours de langue, notamment de l'anglais des affaires et un renforcement des applications commerciales des TIC en lien avec le lancement des nouveaux produits. Les responsables de la formation s'engagent, suite à la réunion du conseil, à œuvrer en vue de répondre à ces sollicitations des étudiants.

Conclusion de l'évaluation

Points forts :

- Bonne organisation et contenu pertinent rendant la formation attractive.
- Forte attractivité et absence de concurrence locale ou régionale.
- Bons résultats en termes de réussite.

Points faibles :

- Poursuites d'études élevées par rapport à l'objectif d'insertion immédiate de la formation.
- Manque de suivi de l'acquisition des compétences.

Avis global et recommandations :

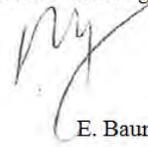
La formation semble atteindre ses objectifs de façon globalement satisfaisante. Elle est suffisamment spécifique et attractive, peu concurrencée sur le plan national et débouchant sur un taux d'insertion fort, surtout dans le parcours *Agroéquipements*. Néanmoins, l'évolution des différents types d'emplois occupés par les diplômés semble subir une dégradation puisque la part d'emploi « cadre » passe de 14 à 0 % entre 2011 et 2012 au profit de la part d'emploi « employé/ouvrier » qui augmente de 29 à 47 %, posant la question de la capacité de la formation à assurer une insertion professionnelle de haut niveau aux diplômés. Il conviendrait d'analyser les raisons d'un trop fort taux de poursuite d'études pour une LP mais aussi, le type et la nature de la poursuite d'études en vue d'évaluer avec plus de précision la capacité d'insertion de la LP.

En vue d'augmenter son attractivité mais aussi, de pérenniser ses moyens et objectifs, la formation devrait chercher à renforcer des compétences en aval du métier de détection-conception-lancement de nouveaux produits avec accompagnement du développement. Avec une amélioration de la place du numérique et un suivi mieux organisé et plus soutenu de l'acquisition des compétences et des étudiants, la formation pourrait améliorer son attractivité et s'appuyer davantage sur un réseau d'anciens étudiants et de nouveaux partenaires professionnels.

Observations de l'établissement

Pas d'observations

Le Vice-Président en charge de la Formation



E. Baumgartner